

Entamée le 15 avril, l'opération d'évacuation des balles du site de Saint-Antoine s'est achevée le 8 mai. Près de 8 500 tonnes ont été transférées vers les incinérateurs de la région Paca. Hier, Laurent Marcangeli et les maires de la Capa ont salué ce répit obtenu dans une crise qui perdure

Avà, hê politu. Plus de balles ni de mouches à Saint-Antoine.

Malgré tout, Laurent Marcangeli met en garde. « Cette ne nous pas être que la crise est finie, martèle le maire d'Aiacciu. Il faut faire un travail sérieux et en commun, avec l'ensemble des acteurs de l'île, pour trouver une solution pérenne. »

Entamée le 15 avril dernier, l'opération d'évacuation des balles du site ajaccien a duré un peu plus de trois semaines. Ce sont 10 350 balles qui ont été acheminées vers des centres de valorisation de la région Paca. Le 8 mai, le bateau de Corsica Linea embarquait le dernier convoi à destination de Marseille. Hier, lors d'une

conférence de presse, le maire d'Aiacciu et président de la Capa, Laurent Marcangeli, s'est félicité de ce répit obtenu dans le feuilleton sans fin de la gestion des déchets insulaires.

Cette solution clôt une période de six mois de discussions, de tractations, provoquées par le blocage du site de Vighjaneddu le 9 novembre dernier. « Il fallait arrêter les débats philosophiques et agir », tranche Laurent Marcangeli.

Pour finir le travail et sécuriser le site, la Capa fait intervenir des agents de nettoyage pour assainir le terrain de Saint-Antoine. Des entreprises se chargent de débarrasser les derniers morceaux de plastiques restés sur place.

« Une inaction politique grave »

Satisfait, Laurent Marcangeli évoque toutefois « une inaction politique grave ». Selon le maire d'Aiacciu, cette solution provisoire ne change en rien l'absence de gestion de ce dossier. « Il faut qu'on arrête de raconter aux Corsas qu'on va pouvoir faire en 3 ou 4 ans ce qu'il est impossible de faire en 15 ans, le parle de la montée en puissance du tri, de l'objectif zéro déchets. Nous ne sommes ni des azoumènes, ni des super-héros. Il faut laisser à nos concitoyens le temps de s'adapter », souligne-t-il.

Laurent Marcangeli rappelle également l'investissement louable des associations et des collectifs dans cette crise. « Ce n'est pas aux associations de faire la réglementation, c'est aux politiques. Et je demande à ces derniers de prendre leurs responsa-



Avec les maires de la CAPA, Laurent Marcangeli a salué l'assainissement du site de Saint-Antoine. JEAN-PIERRE BELZIT

« Si c'est une course, on est parti en premier et on l'a gagnée »

Le Syvadec ne veut laisser personne « sur le carreau »

Dans un monde parfait, le transfert des déchets se serait bien passé. Mais ce n'est pas le cas. « Il y a eue des problèmes techniques sur Nice et des restrictions préfectorales du côté de Fos-sur-Mer. À la fin du marché passé entre la Corse et la région Paca, nous espérons exporter plus de 16 000 tonnes », explique Vincent Andrei, directeur général adjoint du Syvadec. Ce marché s'établit de semaine en semaine, en raison des éventuels problèmes tech-

niques que pourraient rencontrer les sites continentaux. À ce jour, 11 500 tonnes de déchets ont été évacuées. « Notre marché est actif jusqu'à la fin du mois, il pourra éventuellement être reconduit, mais ce n'est pas certain. Toujours est-il que nous espérons exporter le maximum », Vincent Andrei. Selon lui, la question des 5 000 tonnes qui pourraient rester en souffrance se posera à la fin du marché. « S'il reste des déchets

sur les sites de stockage, nous n'en laisserons aucun sur le carreau. On ne laissera pas tout au même endroit. On orientera les déchets de chaque site au fur et à mesure, à parts égales », explique-t-il. Toujours est-il que le travail entre Corse et continent n'est pas fini. Mais, selon Vincent Andrei, le Syvadec fera « tout » pour exporter l'ensemble de ses déchets sur le continent.

bilités », lance le maire d'Aiacciu. 21 000 tonnes. C'est le volume de balles qui ont été stockées sur l'île depuis le blocage du site de Vighjaneddu. Près de la moitié

de ces déchets conditionnés était entreposée à Saint-Antoine. Si le contrat passé entre le Syvadec et trois incinérateurs du continent prévoyait d'en traiter l'intégralité, la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (Dreal) de la région Paca a révisé l'accord de principe. Elle a réduit la capacité d'absorption des trois structures à 16 000 tonnes. Près de 5 000 tonnes pourraient rester en souffrance sur l'île. Mais pas à Saint-Antoine où plus aucune balle ne croupit.

Laurent Marcangeli reconnaît ne pas avoir consulté les autres présidents d'intercommunalités concernées par le stockage provisoire pour savoir quels territoires devaient être traités prioritairement. « Sur le terrain

de Saint-Antoine, j'ai pris les balles des intercommunalités de la Capa, du Celavou-Punellu, de la Spelunca-Liamone et de la Pieve d'Onano. On a déjà fait jouer le principe de solidarité, je pense que la Capa a fait sa part du travail en occupant des déchets de plus de 100 000 habitants. Je ne suis pas en charge des autres intercommunalités », justifie-t-il.

Le maire d'Aiacciu fut à l'origine de cette initiative. Il est parvenu à la concilier en jouant des courbes, faisant prévaloir les intérêts de son territoire. La démarche pourrait faire des déçus mais Laurent Marcangeli n'en a cure : « Si c'est une course, on est parti en premier et on l'a gagnée ».

JEAN-BAPTISTE LECA